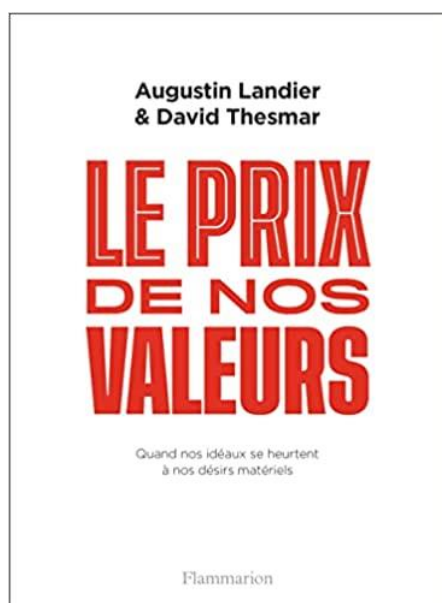


NOTE de lecture : Le prix de nos valeurs

Laurent Braquet
Académie de Rouen



Mots clés : marché ; valeurs ; justice sociale

Dans cet ouvrage, David Thesmar et Augustin Landier regrettent que les modèles économiques séparent la sphère des choix hédonistes de la sphère altruiste des valeurs. Ils ambitionnent dans cet essai de réconcilier la science économique avec les valeurs qui guident aussi nos choix, au-delà de la maximisation sous contrainte et l'utilitarisme au fondement de l'agent représentatif microéconomique. En effet, estiment-ils, « *globalement on observe une quête du juste milieu : les citoyens cherchent le compromis raisonnable entre leurs valeurs et le coût qu'elles impliquent* ». C'est la raison pour laquelle les auteurs plaident pour que l'on introduise dans le raisonnement, et pour comprendre les actions des individus, les « *préférences économique-morales* », qui expriment la façon dont les individus arbitrent entre leur intérêt personnel (consommer plus par exemple), et leurs valeurs morales (défendre la culture, la justice ou la liberté). Et pour valider leur intuition théorique, ils s'appuient sur une enquête internationale conçue en collaboration avec les instituts de sondage Taddeo et Kantar, dans le cadre d'une nouvelle forme de sondage qui place les personnes interrogées face à des situations spécifiques où ils doivent, sur des questions économiques, arbitrer entre leurs valeurs morales et le coût qu'elles impliquent. Ainsi, pour sauver des emplois menacés dans la région, si une commune décide de commander des tramways fabriqués par une entreprise locale, quelle hausse des prix les usagers sont-ils prêts à accepter ? Si leur enquête fait apparaître le traditionnel clivage droite/gauche sur certaines questions (immigration, police, justice, défense de l'État-Providence...), ils estiment qu'un autre clivage apparaît qu'ils nomment collectivisme/individualisme (notamment face aux questions de concurrence et de business responsable).

David Thesmar et Augustin Landier font dans leur essai une analyse réflexive de la profession des économistes, et regrettent qu'elle se trouve souvent en décalage avec l'opinion publique. Si eux-mêmes se déclarent plutôt défenseurs des solutions de marché et de la quête d'équité, ils remarquent que « *les économistes universitaires se distinguent par leur engagement politique massé au centre gauche, qui cherche une synthèse entre efficacité économique et justice sociale* », alors que le positionnement politique des citoyens est évidemment pluraliste. S'ils ont parfois une foi excessive dans leurs modèles (qui raisonnent pourtant « *toutes choses égales par ailleurs* » et dans un contexte donné), ils sont surtout mus par une vision majoritairement utilitariste, reposant sur l'idée que les êtres humains sont avant tout motivés par leur intérêt individuel. Ce travail réflexif sur la communauté des économistes est important selon les auteurs pour comprendre le fossé avec le reste de la population sur des questions cruciales : immigration, protectionnisme, concurrence, etc. En effet, « *cette communauté a développé un système de croyances différent de la population générale : foncièrement pessimiste sur la nature humaine (seul le chacun pour soi est perçu comme réaliste) ; et cela va avec, favorable à la mondialisation, au marché, à la concurrence, au libre mouvement des populations* ». Dans leurs raisonnements, les économistes privilégient l'efficacité. Or selon David Thesmar et Augustin Landier, l'opinion publique a des valeurs qui ne rentrent pas dans l'analyse économique standard, et pour lesquelles ils sont prêts à payer un certain prix.

Lire la note de lecture de l'ouvrage de Dani Rodrik sur les modèles économiques :
<https://www.melchior.fr/note-de-lecture/peut-faire-confiance-aux-economistes>

Intégrer les valeurs dans l'analyse économique

Un point central du livre est que selon David Thesmar et Augustin Landier, « *l'économie n'est qu'une partie de l'équation, au même titre que les questions sociales et identitaires pour en citer deux. C'est selon nous pourquoi les économistes et le peuple ne se comprennent pas* ». Sur de nombreuses questions, le malentendu est réel. Si les travaux économiques montrent le faible impact de l'immigration sur le marché du travail, une idée partagée par une majorité de l'opinion conçoit souvent cette question en termes sociaux et identitaires, avec des craintes en termes de criminalité, de violence, et de tensions exercées sur le système social et de menaces identitaires. Ainsi les votes pour le Brexit et pour Donald Trump aux États-Unis ont été motivés par des ressorts identitaires puissants. Néanmoins la communauté des économistes a été heurtée dans ses propres valeurs dominantes (l'universalisme, les bienfaits du libre-échange..) face à ce qui est apparu comme un repli sur soi difficilement compréhensible, car en décalage avec les modèles théoriques.

Si David Thesmar et Augustin Landier se déclarent eux-mêmes favorables à la globalisation et aux échanges culturels, ils estiment qu'il est inutile de se voiler la face : sur de tels sujets, les questions sociales et identitaires comptent plus que les modèles économiques raffinés publiés dans les revues, aussi élégants soient-ils.

Ils en veulent pour preuve la défense de la concurrence, légitime dans certains cas, lorsqu'il s'agit de lutter contre des rentes injustifiées. Mais les rentes de monopoles sont parfois la récompense d'investissements et d'innovation, notamment dans le secteur *high tech*, qui favorisent les gains de productivité. La concurrence peut être bénéfique si elle fait baisser les prix pour le consommateur, mais David Thesmar et Augustin Landier montrent que dans les petites villes et les villages, la disparition du petit commerce peut menacer le lien social (notamment lorsque la proximité est socialement utile pour certains consommateurs comme les personnes âgées). Si l'on mobilise les apports de la psychologie et de la sociologie, on comprend que le petit commerçant, le pharmacien, le notaire, jouent chacun un rôle dans le tissage du lien social local : ils contribuent au ciment de la communauté et à la formation du capital social, source de confiance et de coopération. Les calculs des économistes devraient ainsi tenir compte des externalités sociales, et comme l'ont montré certaines études, la disparition du petit commerce peut alors intensifier le sentiment

d'abandon exprimé par la France des petites villes (bien perceptible au moment de la crise des Gilets Jaunes).

Si David Thesmar et Augustin Landier estiment que l'ouverture à la concurrence a pu être bonne, notamment sur le marché des télécoms, ils font valoir que la rente peut constituer une sécurité et une assurance. Il faut dès lors trouver un équilibre entre rentes et ouverture : la concurrence *parfaite* sans rente de monopole n'est viable que dans une économie parfaitement fluide et mobile, dans un monde théorique mathématique. En réalité, « *il existe une tension entre les bienfaits économiques de la concurrence et son impact perçu sur la société* ».

Lire le thème d'actualité sur l'apport de la culture à l'économie :

<https://www.melchior.fr/synthese/l-apport-de-la-culture-l-economie>

Les auteurs rappellent également que les économistes croient en la séparation entre l'économique et le social : l'efficacité et la redistribution sont dans leurs modèles deux sphères différentes. Or, par exemple, le libre-échange peut effectivement apporter un gain, mais la répartition de ce gain peut être très inégale, y compris entre les aires géographiques. De plus, les consommateurs peuvent considérer que les produits qu'ils achètent ont une dimension culturelle forte, s'ils font intervenir dans leurs choix le patriotisme économique. Les gains de l'échange commercial peuvent se heurter à des choix en termes de valeurs, notamment quand il s'est agi de défendre « *l'exception culturelle* » française dans les négociations commerciales internationales : la protection des œuvres culturelles peut exiger que l'on accepte collectivement de payer un peu plus.

Les économistes adhèrent spontanément au marché selon Adam Smith, soit un monde séparé de la morale, et ils intègrent dans leurs raisonnements l'utilitarisme et l'hédonisme de Bentham : or « *dans le monde concret, un cloisonnement strict entre économie et morale est intenable car nous devons souvent mettre en balance nos principes moraux et les coûts qu'ils impliquent* ».

- Les salariés ne voient pas leur emploi uniquement sous l'angle du salaire, mais également comme un moyen de s'intégrer à la société et souhaitent y trouver du sens ;
- Les consommateurs ne regardent pas uniquement le prix, mais aussi les conditions de production des biens (éthiques ou non) ;
- Les investisseurs et les entreprises intègrent dans leurs calculs la responsabilité sociale et environnementale ;

La science économique doit donc déployer des efforts pour intégrer les dilemmes moraux dans les questions économiques. Dans cette conception de l'économie, il ne s'agit plus de supposer que les gens font un calcul individualiste qui maximise leur utilité personnelle, mais de comprendre la régularité de leurs choix : les auteurs plaident donc pour que l'on enquête sur ce que sont les préférences en intégrant dans le champ des possibles l'altruisme, l'identité, le souci de justice, l'attachement à la liberté...

Lire la notion autour de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) :

<https://www.melchior.fr/notion/rse-responsabilite-sociale-de-l-entreprise>

Les finalités morales de l'économie

Les citoyens font des compromis entre différentes finalités, morales et économiques. Dans cet ouvrage, David Thesmar et Augustin Landier en étudient cinq :

- La liberté : les économistes ont une vision instrumentale de la liberté qui doit améliorer l'efficacité économique, mais elle est aussi profondément rattachée à des valeurs et à la poursuite d'une vie bonne.
- L'identité : si la théorie économique standard ne la retient guère, il convient de ne pas raisonner sur des « *citoyens hors sol* », car les individus sont prêts à payer pour satisfaire leurs aspirations identitaires (par exemple des prix un peu plus élevés d'une production locale).

- Les plaisirs élevés (art, science et nature) : le calcul économique hédoniste n'épuise pas les aspirations des citoyens à la défense du patrimoine culturel et naturel comme une valeur en soi, et les pouvoirs publics se doivent de sonder les aspirations de la population ;
- L'égalité : si les économistes opposent parfois l'efficacité et l'équité, l'égalité peut être aussi un facteur de coopération et d'efficacité ; et le mérite n'est pas seulement le résultat de l'effort individuel gage d'efficacité, la chance et l'environnement social interviennent. Par exemple le débat sur la taxation de l'héritage peut faire intervenir des ressorts psychologiques et sociaux très puissants autour de la famille ;
- L'altruisme : si les économistes ne sont pas des moralistes, ils peuvent intégrer ce sentiment dans leur réflexion, et il sera même nécessaire d'aller plus avant dans cette entreprise, dans la mesure où les consommateurs, les investisseurs, et les producteurs y seront sans nul doute de plus en plus sensibles ;

David Thesmar et Augustin Landier évoquent également dans cet ouvrage les grands enseignements de leur grande enquête internationale :

- Il existe un « *prix des valeurs* » : les gens font des compromis et lorsqu'un projet qui promeut une valeur devient plus coûteux à exécuter, ils s'y montrent moins favorables ;
- La diversité des réponses est structurée statistiquement autour de deux grands axes qui sont individualisme/collectivisme et droite/gauche ;

Reste désormais un obstacle de taille pour les économistes : l'agrégation des « *préférences économique-morales* » que l'enquête démontre, malgré leur grande diversité, et leur traduction en termes démocratiques, lorsque la puissance publique doit conduire la politique économique.

Lire le cours de spécialité SES en terminale sur le thème de la justice sociale :
<https://www.melchior.fr/cours/question-1-les-inegalites-economiques-et-sociales-et-leur-evolution>

Quatrième de couverture

Les valeurs morales sont au cœur de nos débats de société. Mais le prix à payer pour défendre ces valeurs est rarement évoqué. Que l'adhésion à un bien moral - l'écologie, la diversité, l'aide aux plus démunis... - dépende de son coût économique nous met mal à l'aise. Nous aimerions pouvoir faire des choix justes et bons "quoi qu'il en coûte". Or, précisément, défendre une valeur, c'est accepter d'en payer le prix. Pour avoir de beaux musées et promouvoir notre culture, consentons-nous à payer davantage d'impôts ? Pour préserver le lien social, acceptons-nous de subventionner certaines entreprises ? Souhaitons-nous accueillir plus de réfugiés au risque de saturer les services sociaux ? Les réponses que nous apportons à ces questions dessinent des préférences "économico-morales" aujourd'hui déterminantes dans nos sociétés. Car plus nos démocraties avancent, plus nos choix mettent en jeu à la fois nos intérêts et nos valeurs. Ce livre propose, dans une démarche novatrice, d'intégrer la dimension non pécuniaire de nos vies (la liberté, l'identité, l'altruisme, la justice, la culture...) à l'analyse économique. À partir d'une vaste enquête internationale, à laquelle le lecteur peut lui aussi participer, il cartographie les préférences qui sont déterminantes pour comprendre comment tranchent les citoyens.

Les auteurs

Augustin Landier est professeur à l'École d'économie de Toulouse. Il est chroniqueur aux Échos.

David Thesmar est professeur au MIT. Membre du Conseil d'analyse économique, il est chroniqueur à France-Culture et aux Échos.